

LE VENDREDI DE L'UNION AFRICAINE

CRISE FINANCIERE : ALTERNATIVES STRATÉGIQUES AFRICAINES

Crise financière globale actuelle, impact sur l'Afrique et solutions
Conférence organisée par l'Union africaine
12 décembre 2008, Adis Abéba, Ethiopie

Dr. Yves Ekoué Amaïzo
Economiste, expert en architecture financière

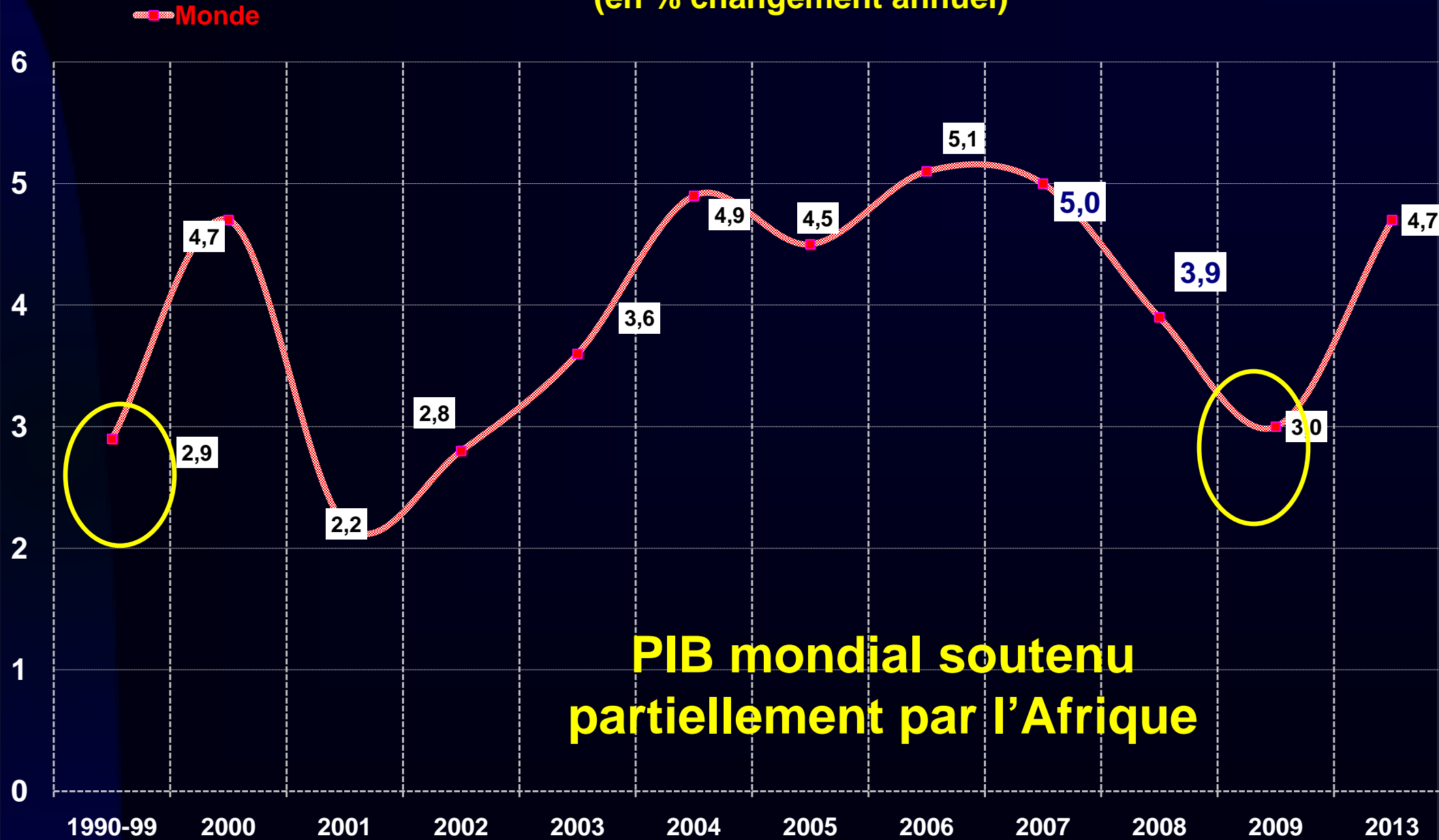
Directeur du Think Thank "Afrology"
Groupe de réflexion, d'action et d'influence
Email: yeamaizo@yahoo.com - Internet: www.afrology.com

Sommaire

1. **Le monde n'est pas en récession**
2. **Crise financière : absence d'anticipation africaine**
3. **Finance islamique : incitation à la discipline monétaire**
4. **Stratégies de post-développement : priorité à l'économie réelle et de proximité**
5. **Pacte de soutien au pouvoir d'achat et à la création de richesse en Afrique**
6. **Propositions africaines pour Bretton-Woods 2**
7. **Projet politique africain : vers des économies à revenus intermédiaires**

1. Le monde n'est pas en récession

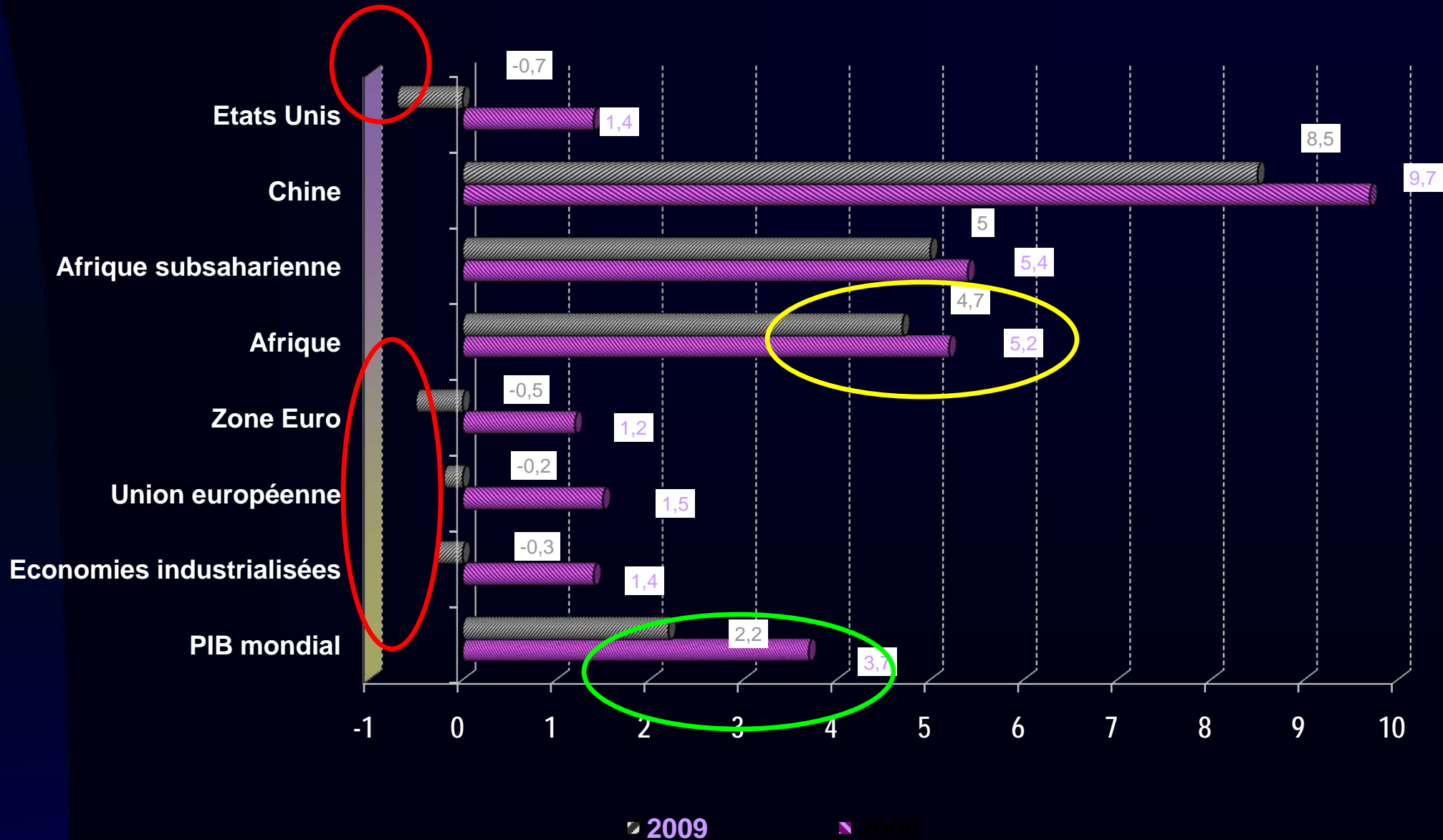
Produit intérieur brut (PIB) réel : 1990-2013 (en % changement annuel)



AVEC UNE CROISSANCE DE 3 % DU PIB 2008 : ECONOMIE MONDIALE N'EST PAS EN RECESSION

- 1. Depuis la dépression économique de 1930, il y a eu deux chutes du PIB des PI (G7): en 1982 : 0,9 % et en 1991 : 1,5 %**
- 2. Ecart de 0,4 % 1990-99 et 4,4 % en 2009 entre les PI et l'Afrique**
- 3. Crise et la récession actuelle sont d'abord celles des pays riches**
- 4. Attention aux analyses basées uniquement sur le PIB fondées sur la parité du pouvoir d'achat (PPP) et le PIB réel**
- 5. D'après le FMI, PIB PPP = meilleure comparabilité**
- 6. En réalité, PIB PPP avantage la présentation des statistiques pour les PI (fait croire à une croissance rapide des pays pauvres permettant de justifier la réduction de l'aide au développement)**
- 7. Utiliser le PIB réel pour analyser l'Afrique**

PIB en 2008 et 2009, ATTENDRE 2010 pour confirmer une véritable récession des pays riches

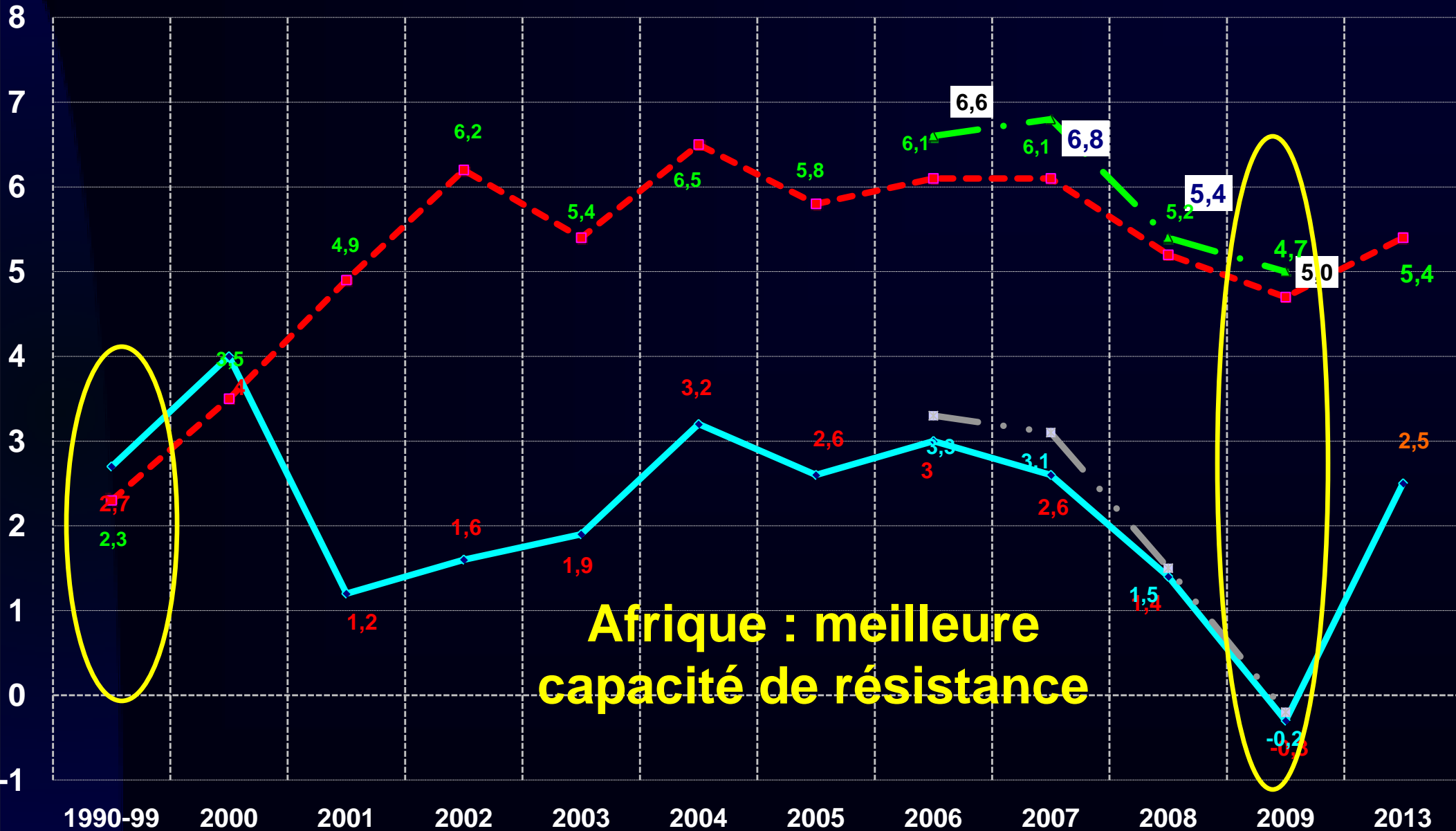


REDEFINIR LA RECESSION

- ❑ **Récession : définition à géométrie variable**
- ❑ **Considérer la récession ou la pérennisation de la croissance économique africaine à partir de 4 trimestres consécutifs de croissance du PIB (positive ou négative) et du PIB/ habitant (données trimestrielles souvent inexistantes ou peu fiables en Afrique)**
- ❑ **Une définition plus pragmatique et proche de l'économie réelle serait de vérifier la croissance négative ou positive :**
 - ✓ **du taux de chômage**
 - ✓ **du prix de l'énergie**
 - ✓ **du prix des produits alimentaires**
 - ✓ **du prix du loyer**
 - ✓ **des coûts de transaction (transports, communication, douanes)**
 - ✓ **du pouvoir d'achat et des salaires**
 - ✓ **des termes de l'échange**

Produit intérieur brut réel : 1990-2013 (en % changement annuel),

— Afrique subsaharienne — Afrique — Economies industrialisées — Union européenne

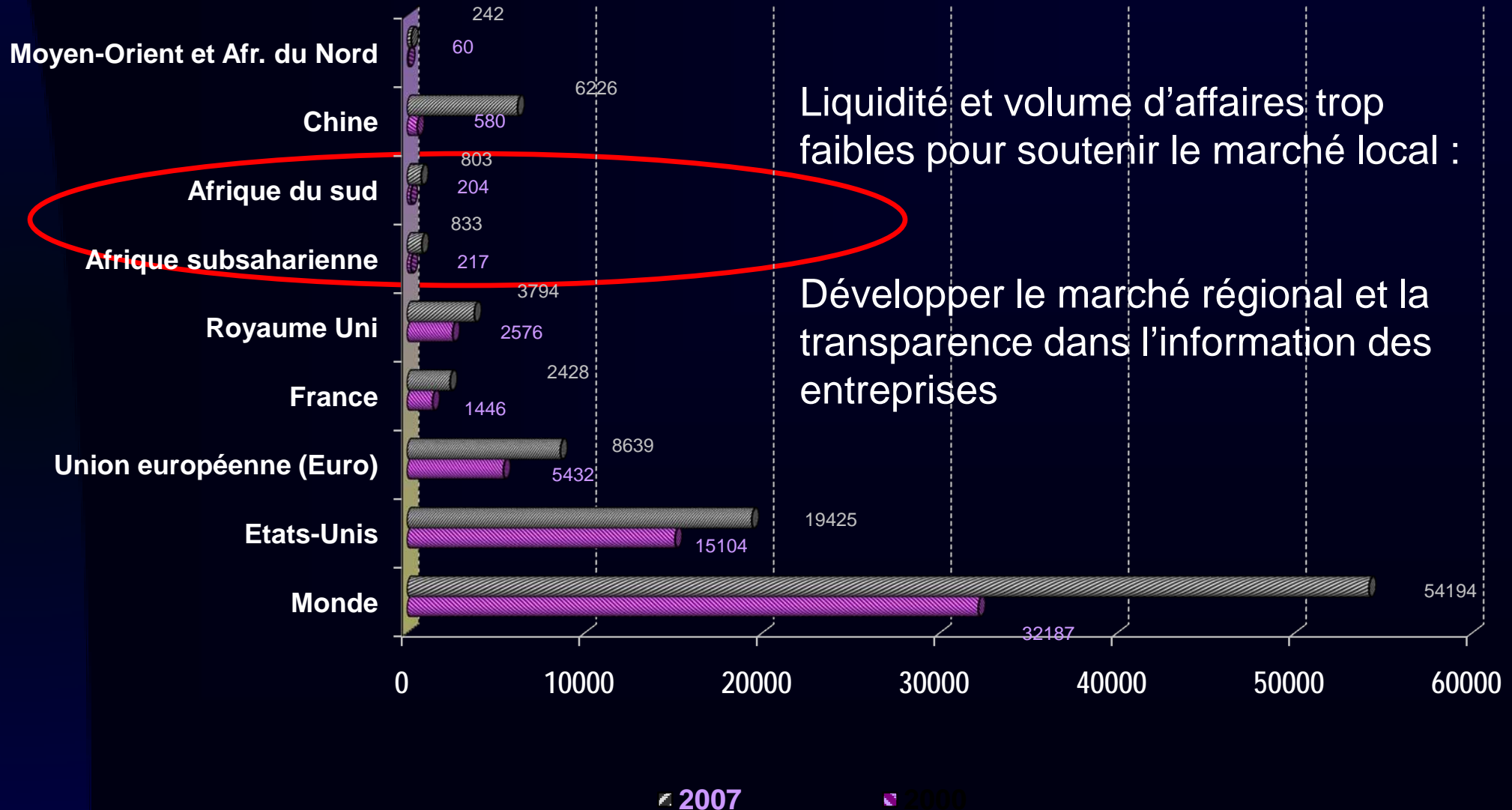


Avec une croissance du PIB mondiale estimée à 2,2 % en 2009, pour la première fois, l'économie mondiale aura progressée sans "véritable apport" des pays riches (G7) en 2009

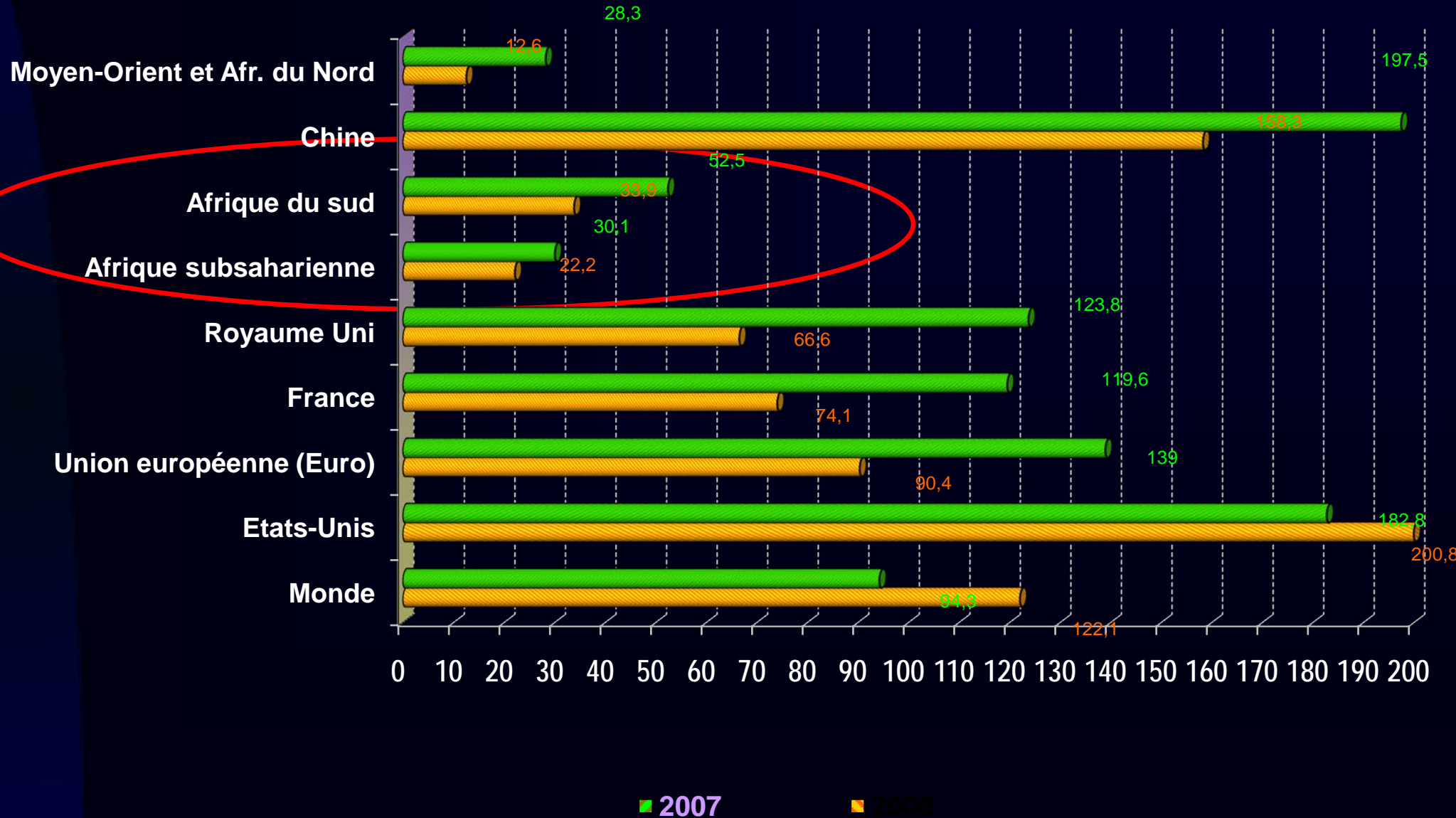
2. Crise financière : absence d'anticipation africaine

Capitalisation boursière, 2000-2007, (en milliards de \$ US)

Valeur marché de l'Afrique ?



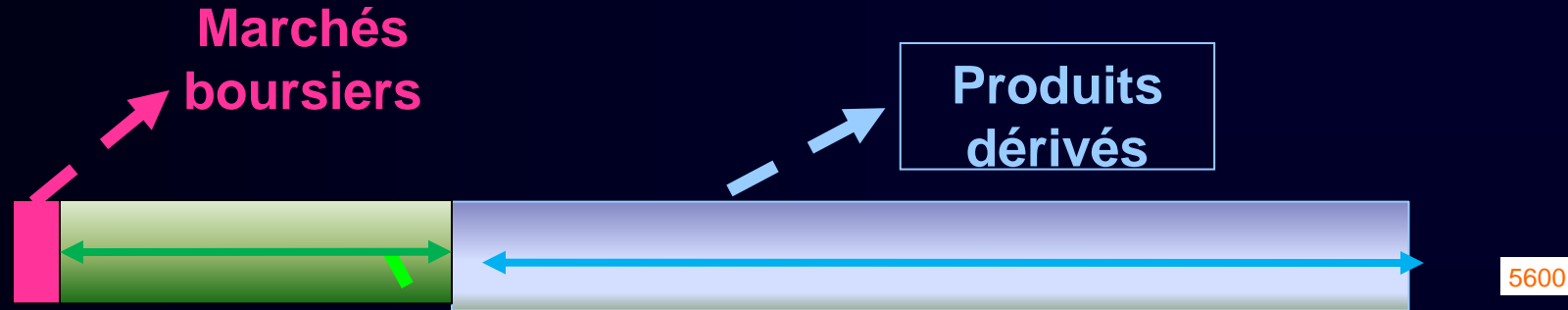
Ratio de couverture (turnover ratio), 2000-2007, (valeur des actions échangées en % de la capitalisation boursière)



MONDE : PRODUCTION ET FINANCE, UN FOSSE ABYSSINAL

En milliards de \$ US par jour, moyenne pour 2007

2007

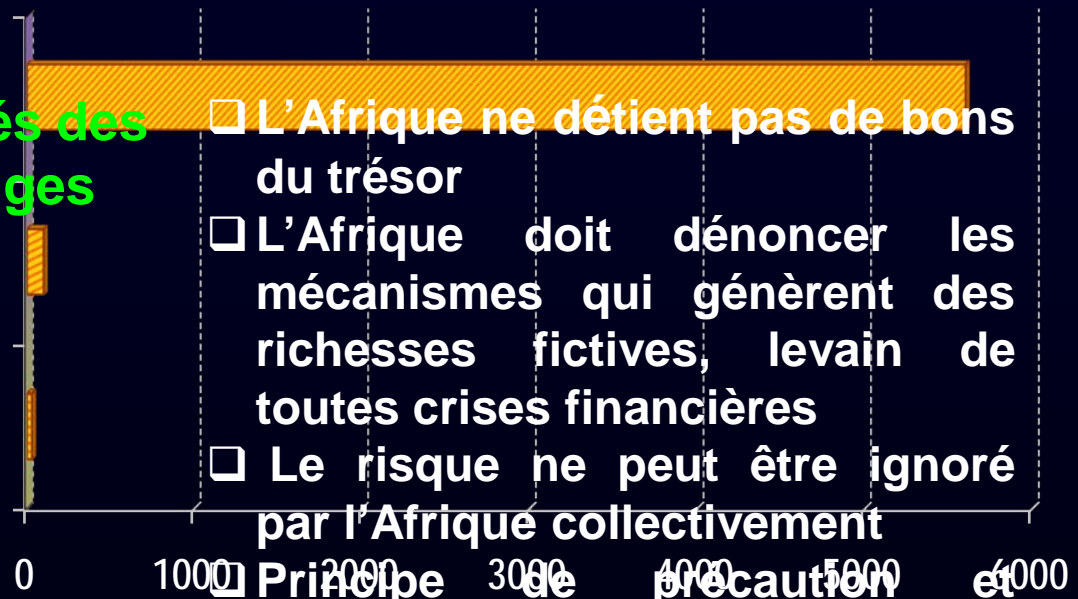


Marchés boursiers, marchés des changes et produits dérivés

Marchés des changes

PIB mondial (valeur de la production des biens et services) 100

Commerce mondial 30



- L'Afrique ne détient pas de bons du trésor
- L'Afrique doit dénoncer les mécanismes qui génèrent des richesses fictives, levain de toutes crises financières
- Le risque ne peut être ignoré par l'Afrique collectivement

CRISE FINANCIERE :

Nettoyer les dogmes tenaces ...

L'Afrique

- ✓ n'est pas fautive ..., ni responsable ...
- ✓ soutient la croissance mondiale ...
- ✓ ne spéculé pas ...
- ✓ ne vit pas au dessus de ses moyens ...
- ❖ **est donc capable de résister à la crise !**

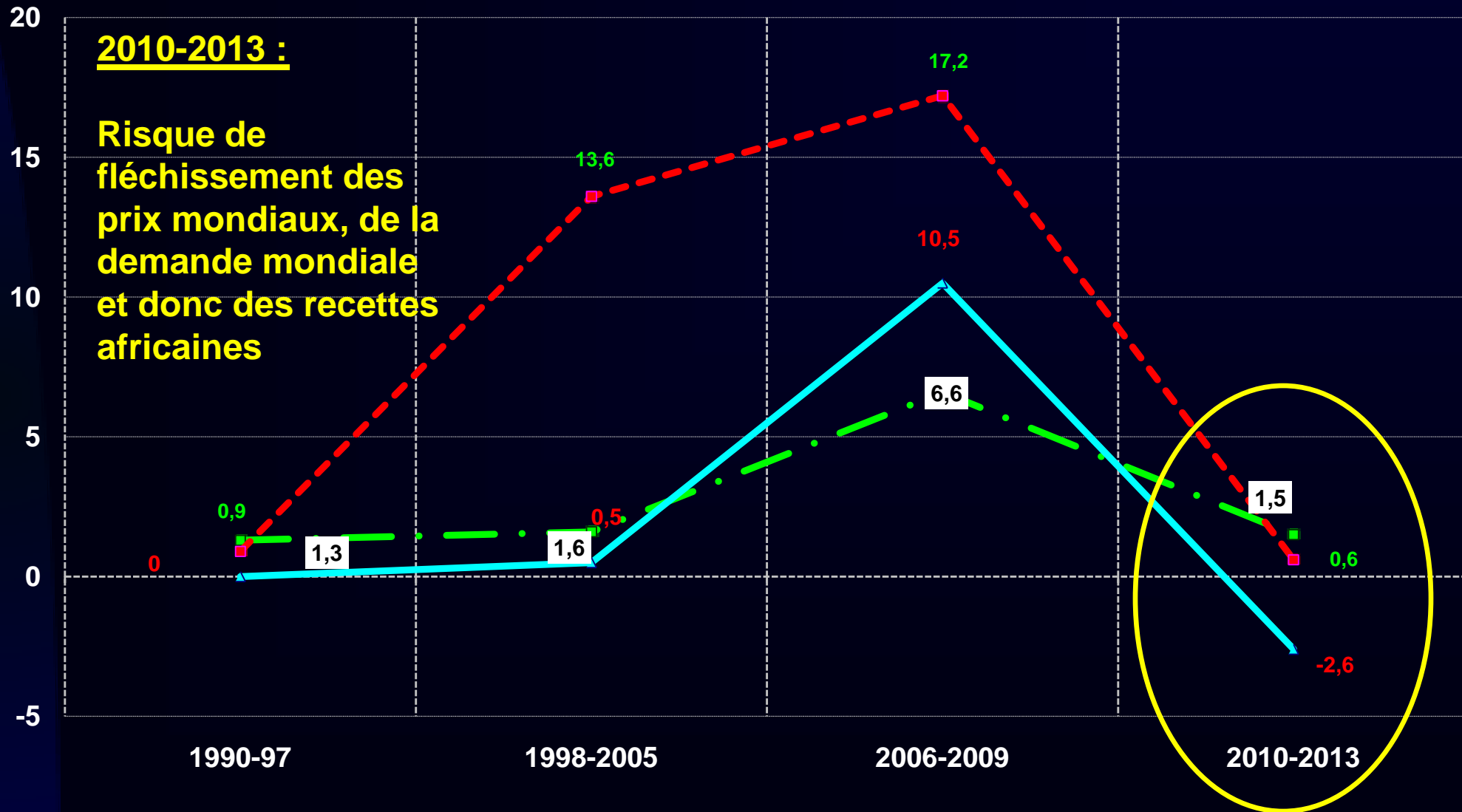
Si

- ❑ elle anticipe,
- ❑ s'organise collectivement au plan stratégique,
- ❑ accélère ses échanges intrarégionaux,
- ❑ retrouve la discipline monétaire, et
- ❑ reconstruit une subsidiarité et une solidarité régionales et continentales

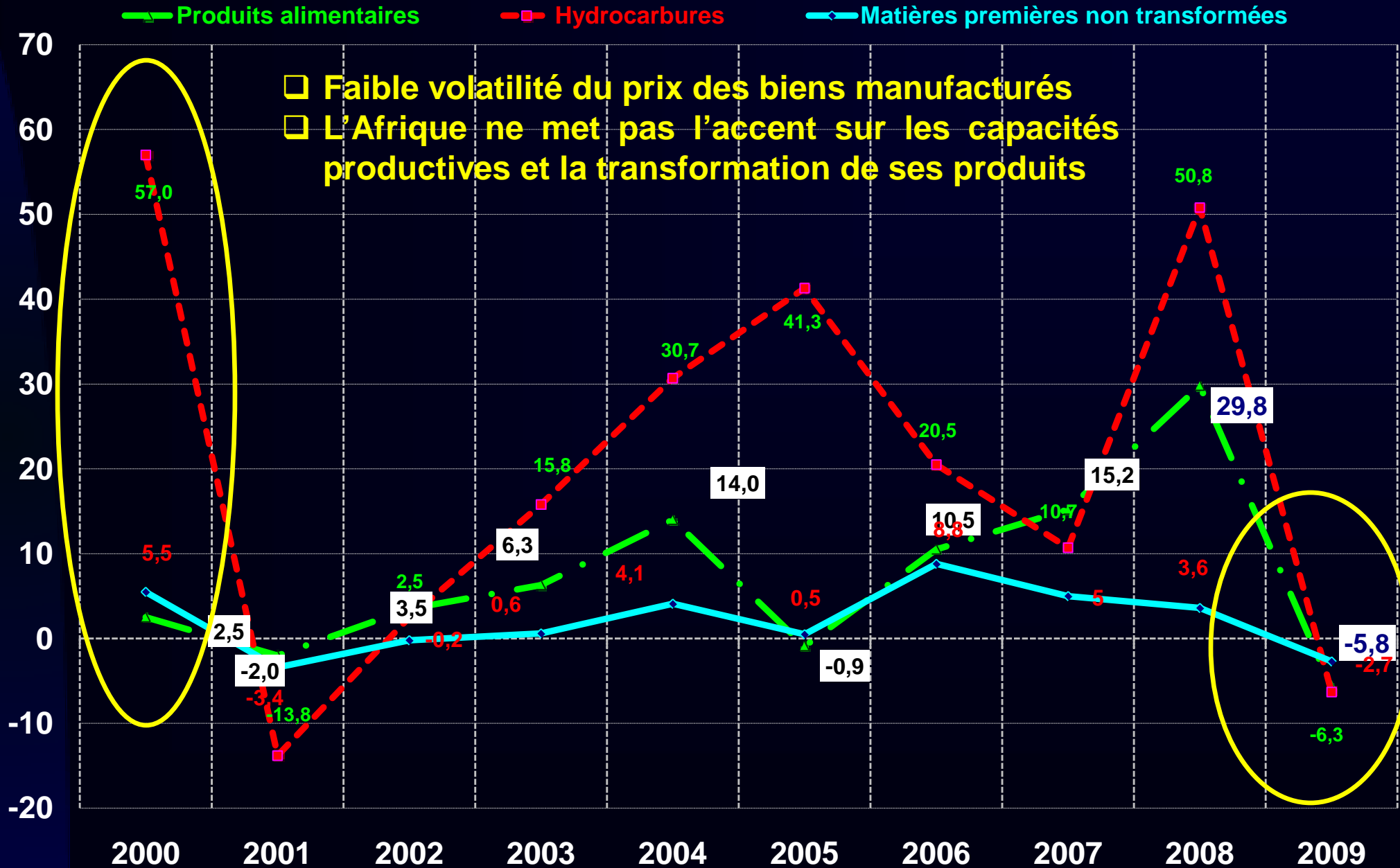
PRIX MONDIAUX EN \$ US : 1990-2013 (en % changement annuel)

Biens manufacturés, hydrocarbures et matières premières hors hydrocarbures ,

—■— Biens manufacturés —■— Hydrocarbures —■— Matières premières hors hydrocarbures



PRIX MONDIAUX EN \$ US : 2001-2009 (en % changement annuel)



CRISE FINANCIÈRE EN AFRIQUE :

Robustesse et fragilité

- ✓ Les précédentes crises alimentaires et énergétiques en Afrique ont conduit les Gouvernements à intervenir en octroyant des **subventions**, faisant perdre entre 0,2 % et 0,6 % de croissance économique.
- ✓ Le **solde extérieur courant 2009** (dons compris) témoigne de la robustesse ou de la fragilité des économies africaines.

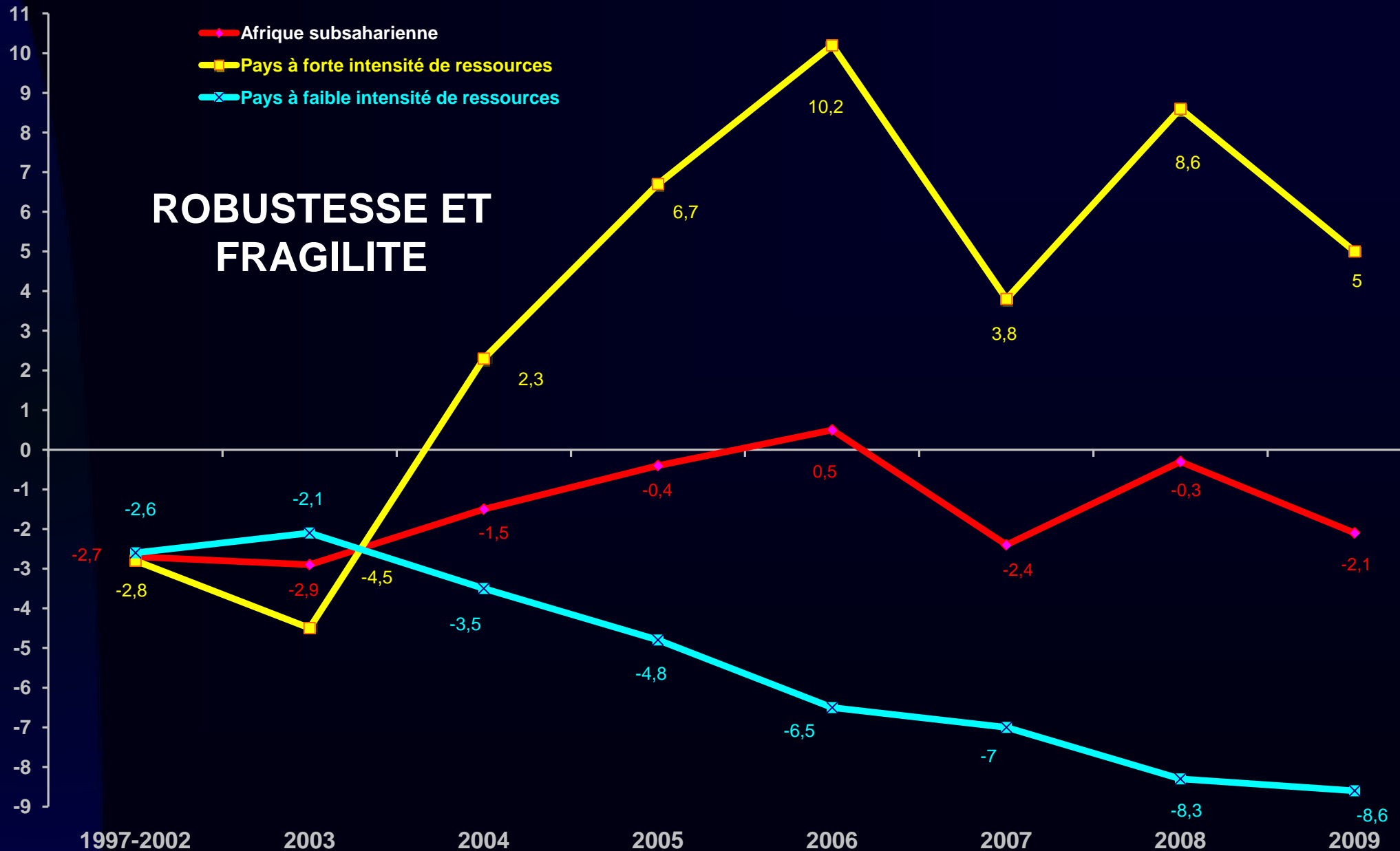
En Afrique, la crise financière aura un :

- ❑ **Impact limité** sur les économies à forte intensité de ressources (pétrolières ou non pétrolières)
- ❑ **Impact considérable** sur les économies africaines à faible intensité de ressources

AFRIQUE : SOLDE EXTERIEUR COURANT Y COMPRIS DONNS

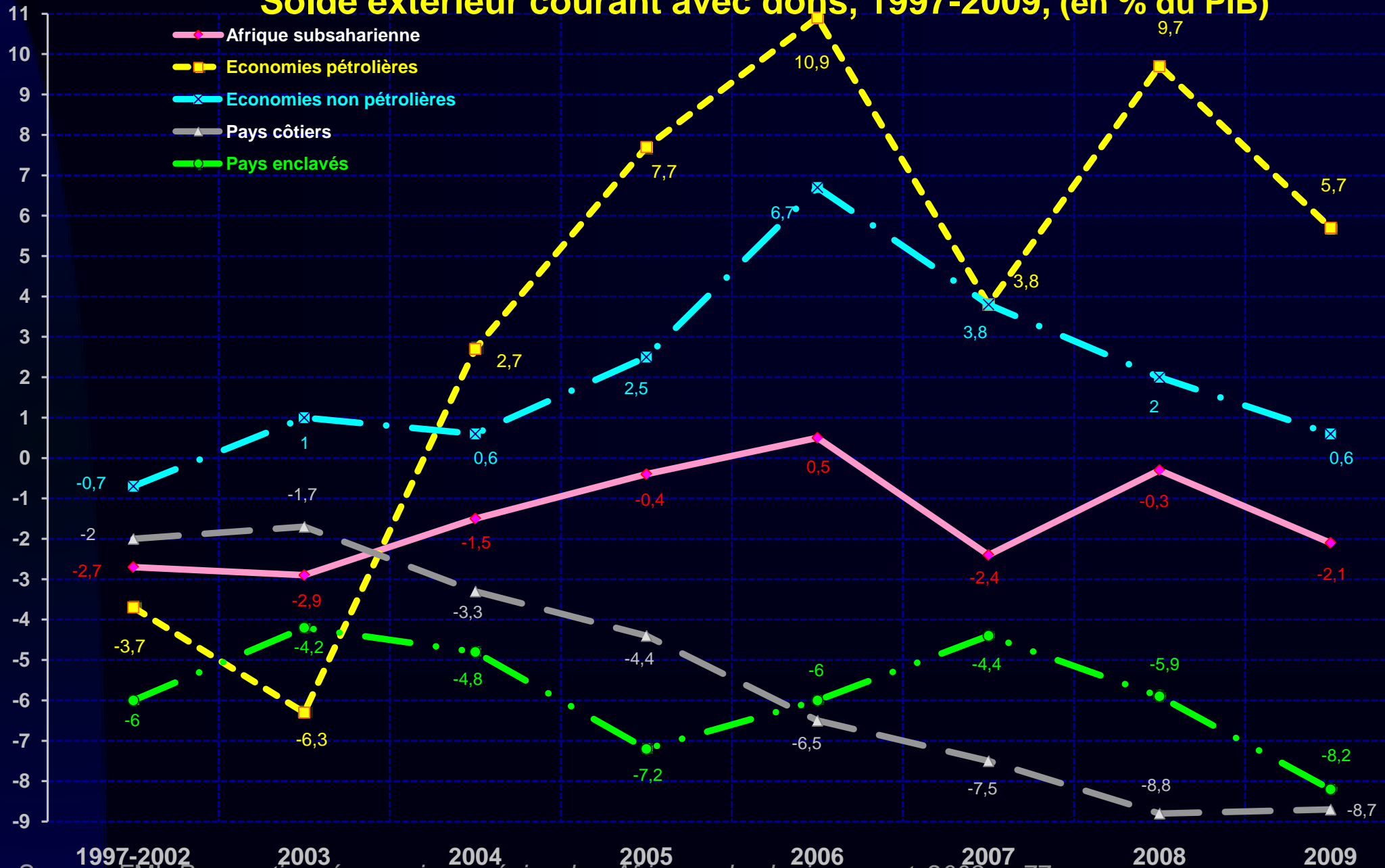
1997-2009, (en % du PIB)

ROBUSTESSE ET FRAGILITE



LA CRISE FRAPPE SELON LA STRUCTURE DE L'ECONOMIE

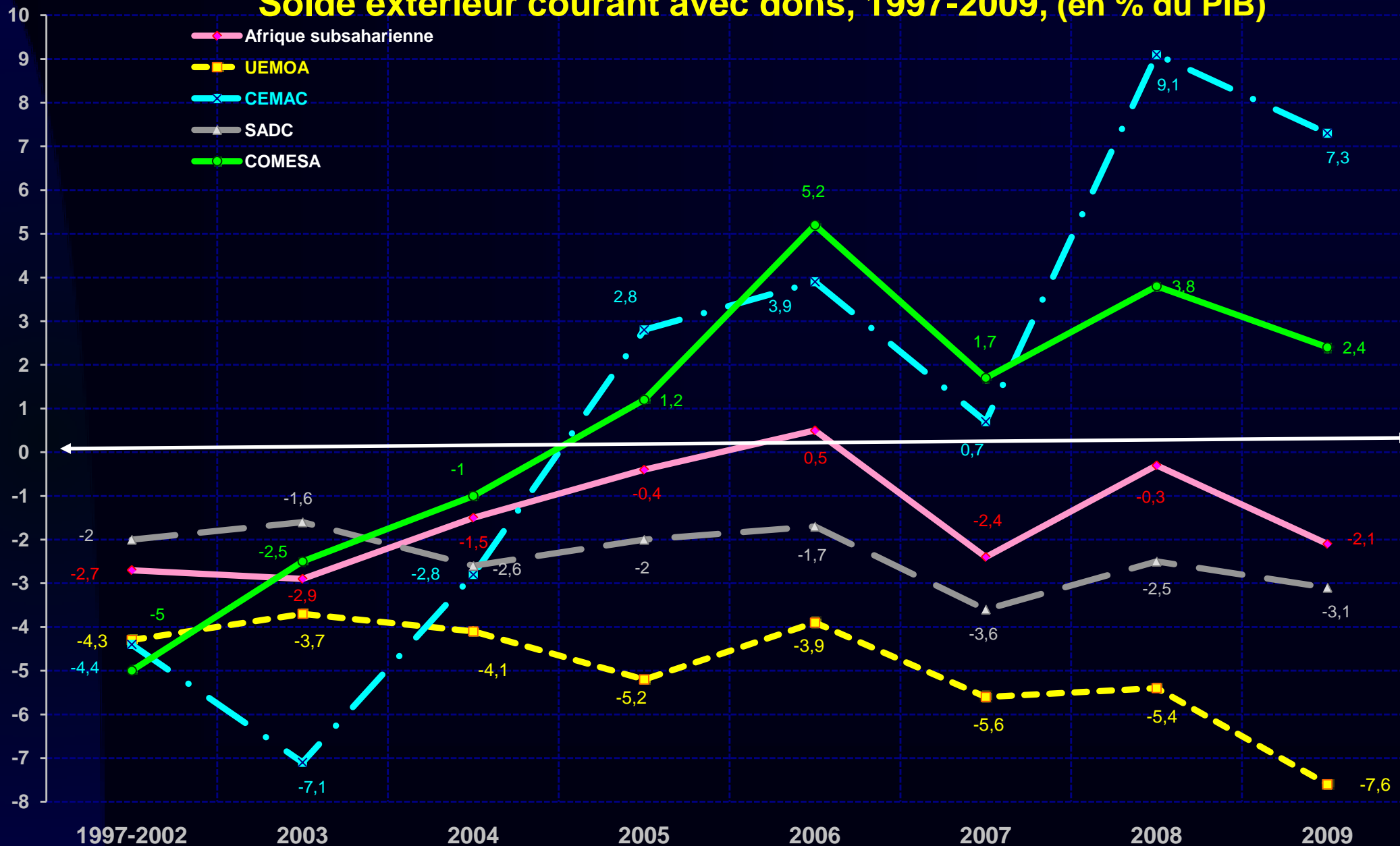
Solde extérieur courant avec dons, 1997-2009, (en % du PIB)



Source: FMI, Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne, oct. 2008, p. 77.

LA CRISE FRAPPE SELON LES REGIONS AFRICAINES

Solde extérieur courant avec dons, 1997-2009, (en % du PIB)



3. Finance islamique : incitation à la discipline monétaire

**Finance islamique dans 51 pays:
Seul système financier
qui a progressé
de 10 % à 15 % pendant la crise**

FINANCE ISLAMIQUE : Principes fondateurs :

Partage des risques et produits adossés à l'économie réelle

6 principes :

1. Interdiction de pratiquer des intérêts bancaires
2. Interdiction de spéculer
3. Interdiction d'investir dans les produits interdits (jeux, porc, alcool, tabac, prostitution, drogues, etc. (voir la Charia)
4. Obligation de partager les pertes et les profits
5. Obligation d'avoir un actif sur lequel repose le produit financier
6. Ne pas récupérer l'argent au détriment du débiteur

4 produits financiers basés sur l'épargne et 1 sur le marché:

1. **MOUDHARABA:** financement des investissements avec partage des bénéfices (% selon un contrat) et perte à la charge de la banque
2. **MOUSHARAKA:** financement des investissements et prise de participation avec partage des pertes et profits à hauteur de l'actionnariat
3. **MOURABAHA:** financement avec rôle d'intermédiation et marge bénéficiaire (marchandises/titre de propriété)
4. **IJARA:** Leasing d'un bien mobilier ou immobilier avec option d'achat (propriété pour la banque/usufruit pour le client)
5. **SUKUK:** nouvelles formes de banques d'investissement qui recourent au refinancement sur le marché interbancaire ou par émission d'obligation islamique

FINANCE ISLAMIQUE :

Interdiction des prêts à risques hypothécaires ou “subprimes” et de la titrisation des dettes

Principe islamique :

1. Interdiction de pratiquer des taux variables
2. En cas de défaut de paiement, pas de pénalités de retard ou d'expropriation
3. Interdiction d'échanges de dettes entre les établissements financiers (y compris en cas de défaillance)
4. Interdiction de vente à découvert (short-selling, vente d'un produit non possédé pour profiter d'une marge lors de la chute du titre - cause principale du krach financier et boursier)

Comportement de la banque islamique

1. Remboursement différé pour donner du temps au client défaillant de remplir ses engagements (délai de grâce)
2. Proposition d'annulation de l'emprunt en cas de remboursement impossible (propriété était et reste celle de la banque)
3. Plus de 660 milliards de produits dérivés et de debt swaps n'ont pas pu pénétrer le marché islamique (Warren Buffet parlait “d'armes financières de destruction massives” et George Soros de “Bombe à hydrogène” pour les produits dérivés)

FINANCE ISLAMIQUE :

Afrique devra adopter les principales règles de la finance islamique au niveau continental

Marché mondial de la Finance islamique :

1. Suivi au 11 septembre 2001
2. 700 milliards de \$US en augmentation
3. Moyen-Orient et Asie musulmane (4% en Europe)
4. Beaucoup n'ont pas de notation (rating) mais les ratings ayant perdu de leur objectivité..
5. Avenir pour les obligations islamiques (sukuks)
6. Produits dont la volatilité est prévisible

Banque islamique peu touchées par la crise

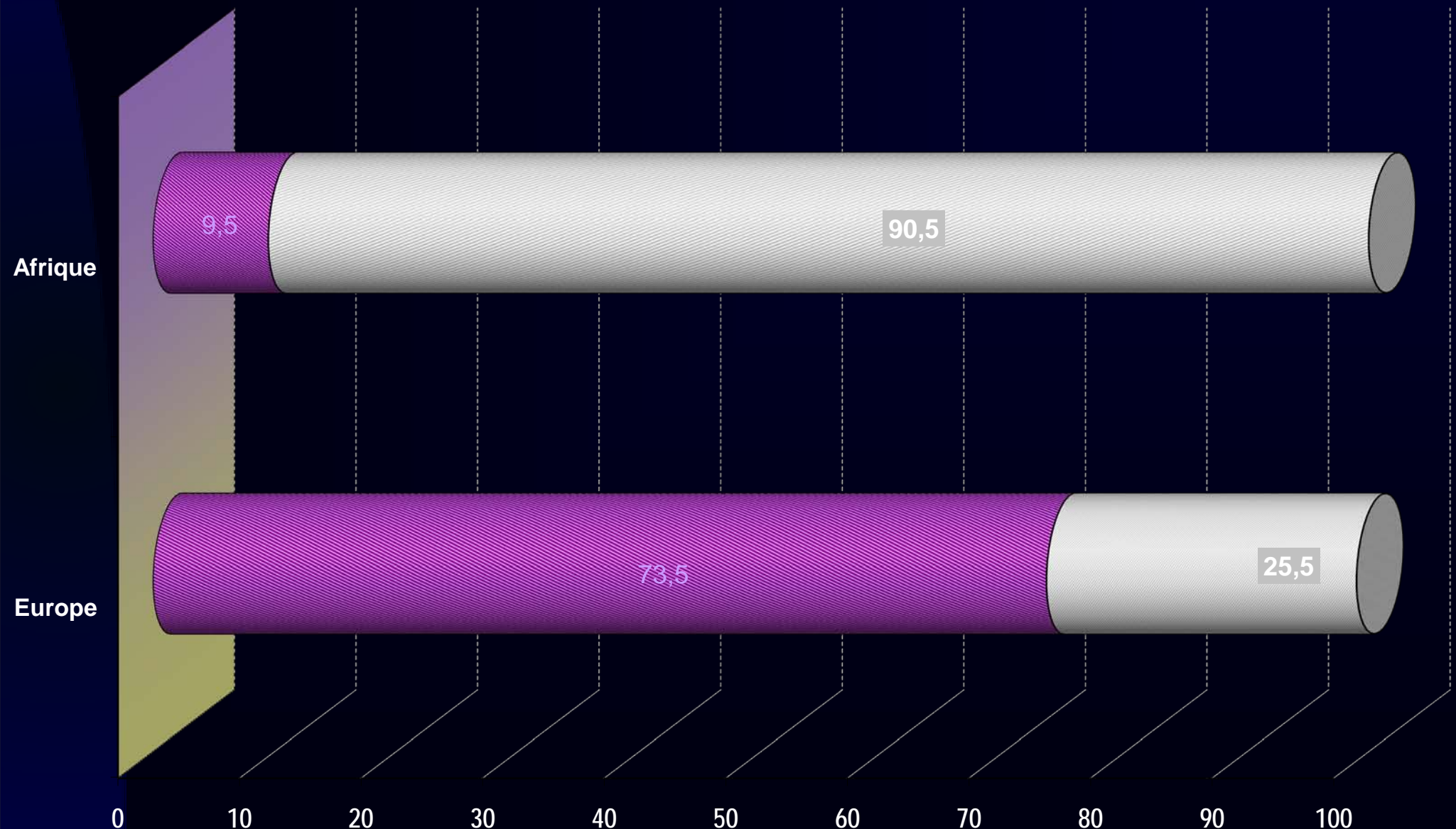
1. Obligation de gérer au mieux pour les 2 parties (banques classiques repoussent le risque sur son client)
2. Interdiction de revente de dettes (fonds vautours – Zambie et Congo)
3. L'argent doit être productif ou adossé à un projet productif
4. Projets sont en général moins risqués\
5. Solution pour les déficits budgétaires sans inflation et sans chômage en utilisant les "sukuks", obligations islamiques... Conseil pour **le Fond monétaire africain**

4. Stratégies de post-développement : Priorité à l'économie réelle et de proximité

Commerce intra et extra régional de marchandises, 2007

Renverser les priorités vers l'intra-régional, en %

■ Intra-régional ■ Extra-régional

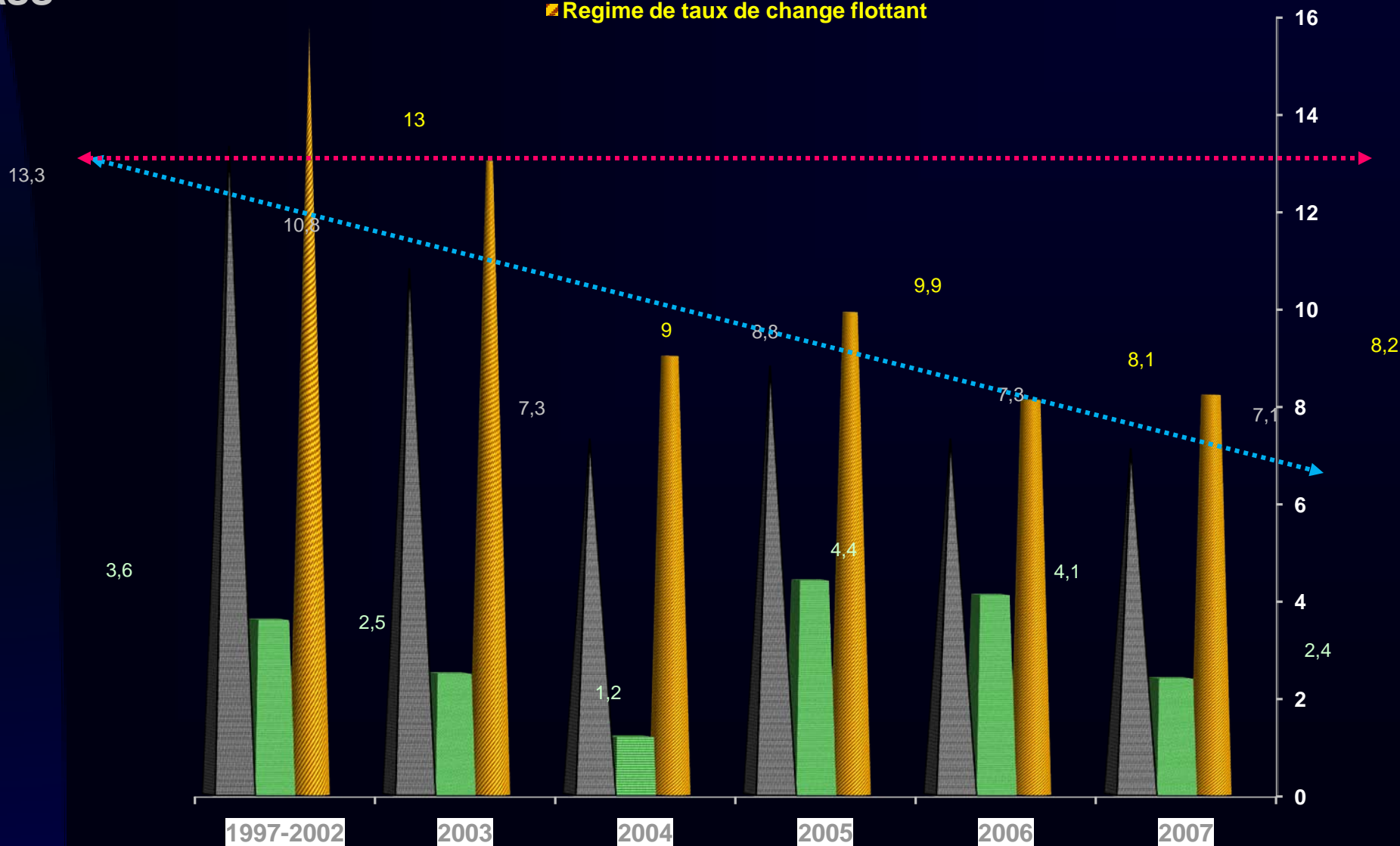


AFRIQUE SUBSAHARIENNE : Prix à la consommation (Indice 2000 = 100)

Indice -----

ASS ----- 15,8

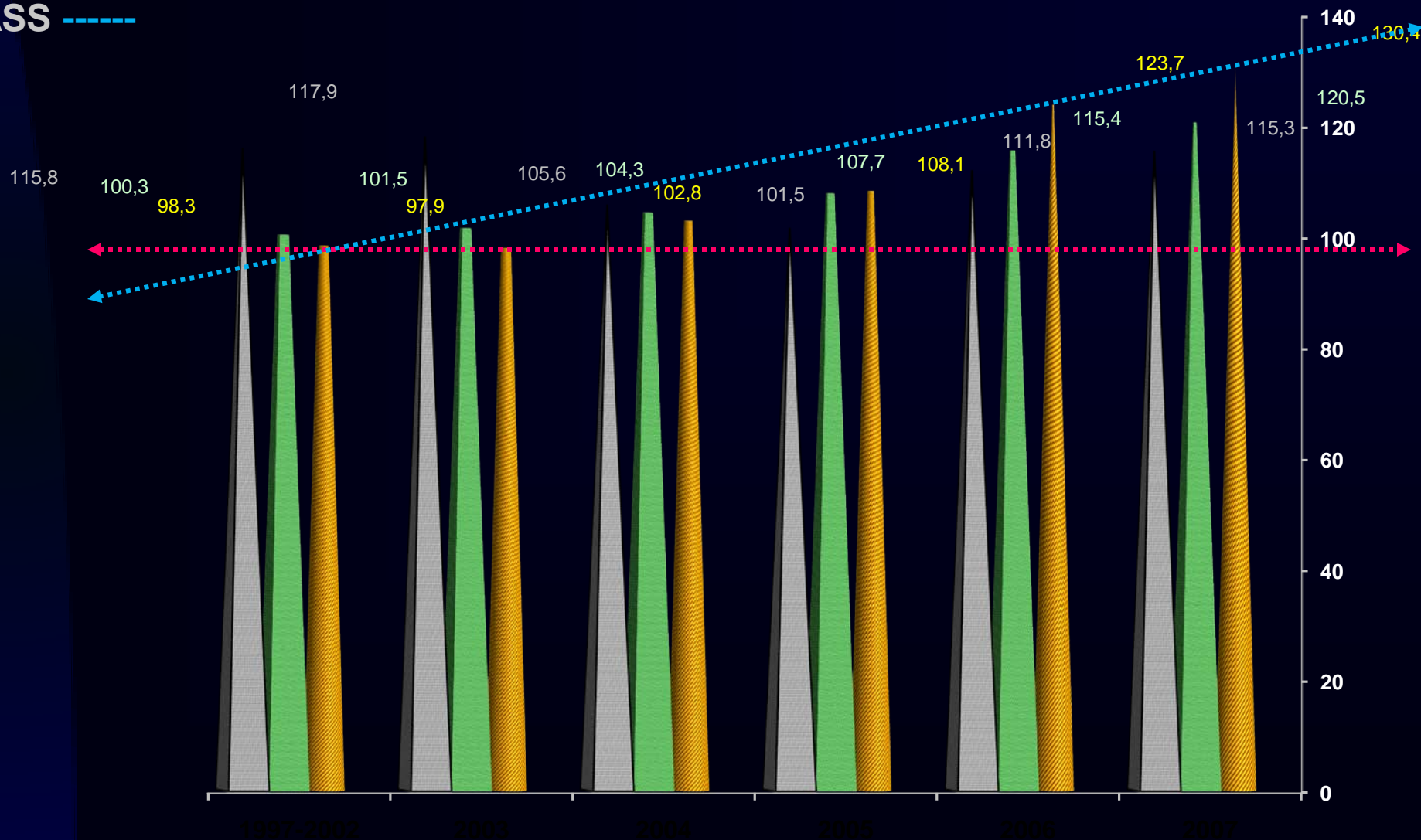
■ Afrique subsaharienne ■ Régime de taux de change fixe
 ■ Régime de taux de change flottant



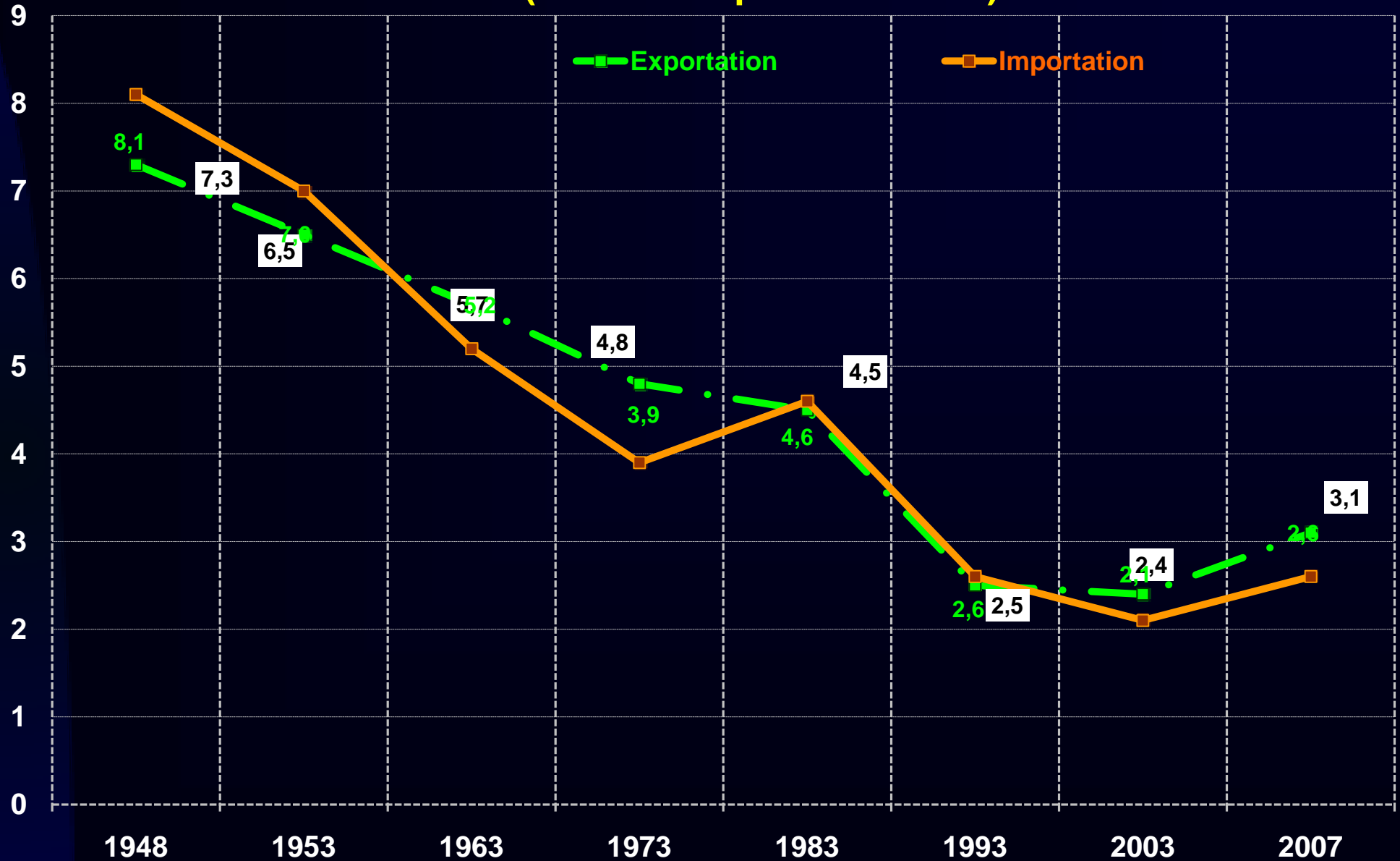
TERMES DE L'ECHANGE : UMOA, SADC, COMESA (moyenne annuelle, indice 2000 = 100)

Indice -----
 ASS -----

■ UEMOA ■ SADC ■ COMESA



AFRIQUE : Exportation et importation, 1948 – 2007 (en % de la part mondiale)



CROISSANCE ECONOMIQUE 2006-2009

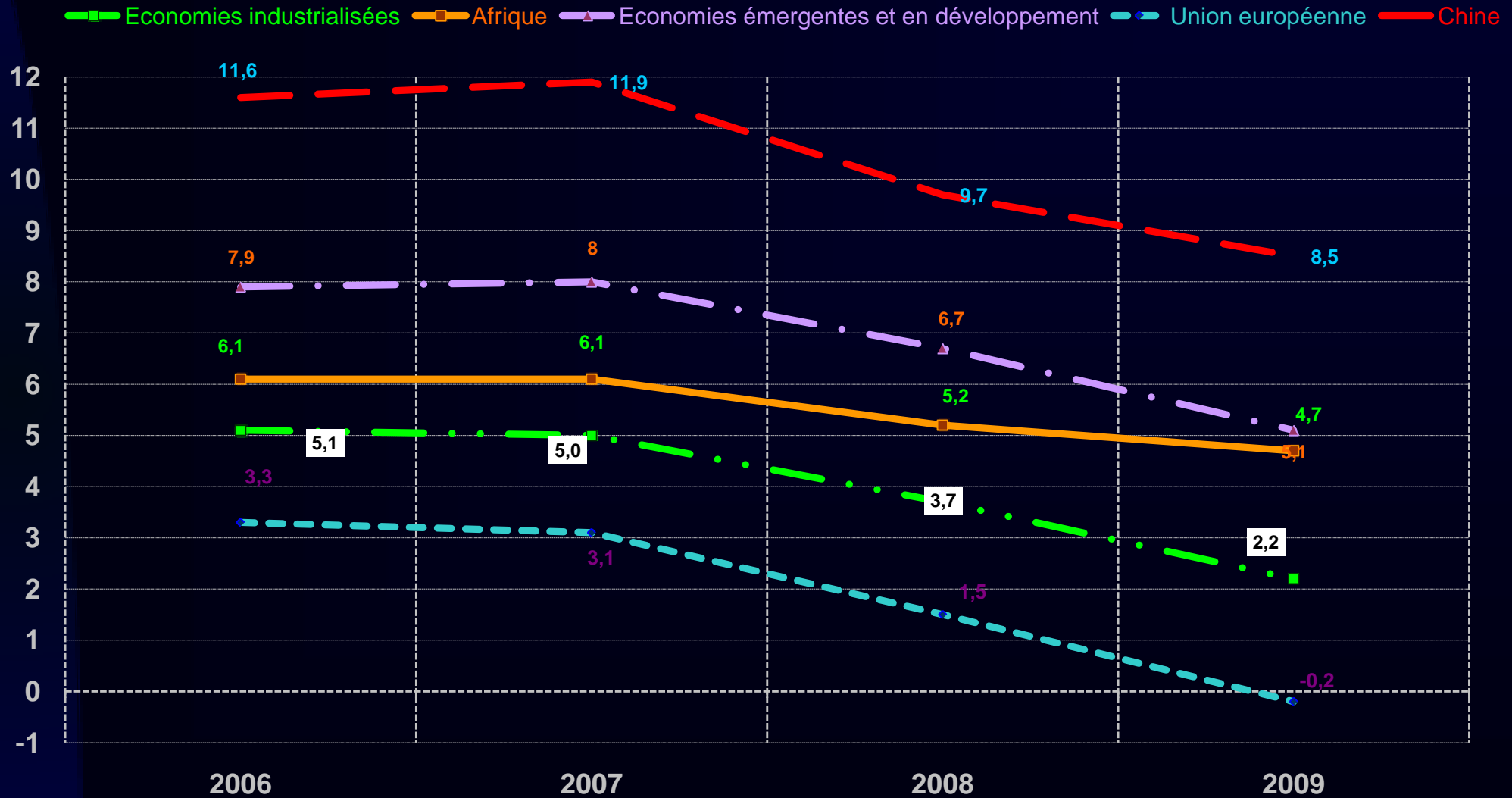
Afrique subsaharienne, Zone Euro, Etats-Unis, Russie, Brésil, Inde

(PIB réel en %)

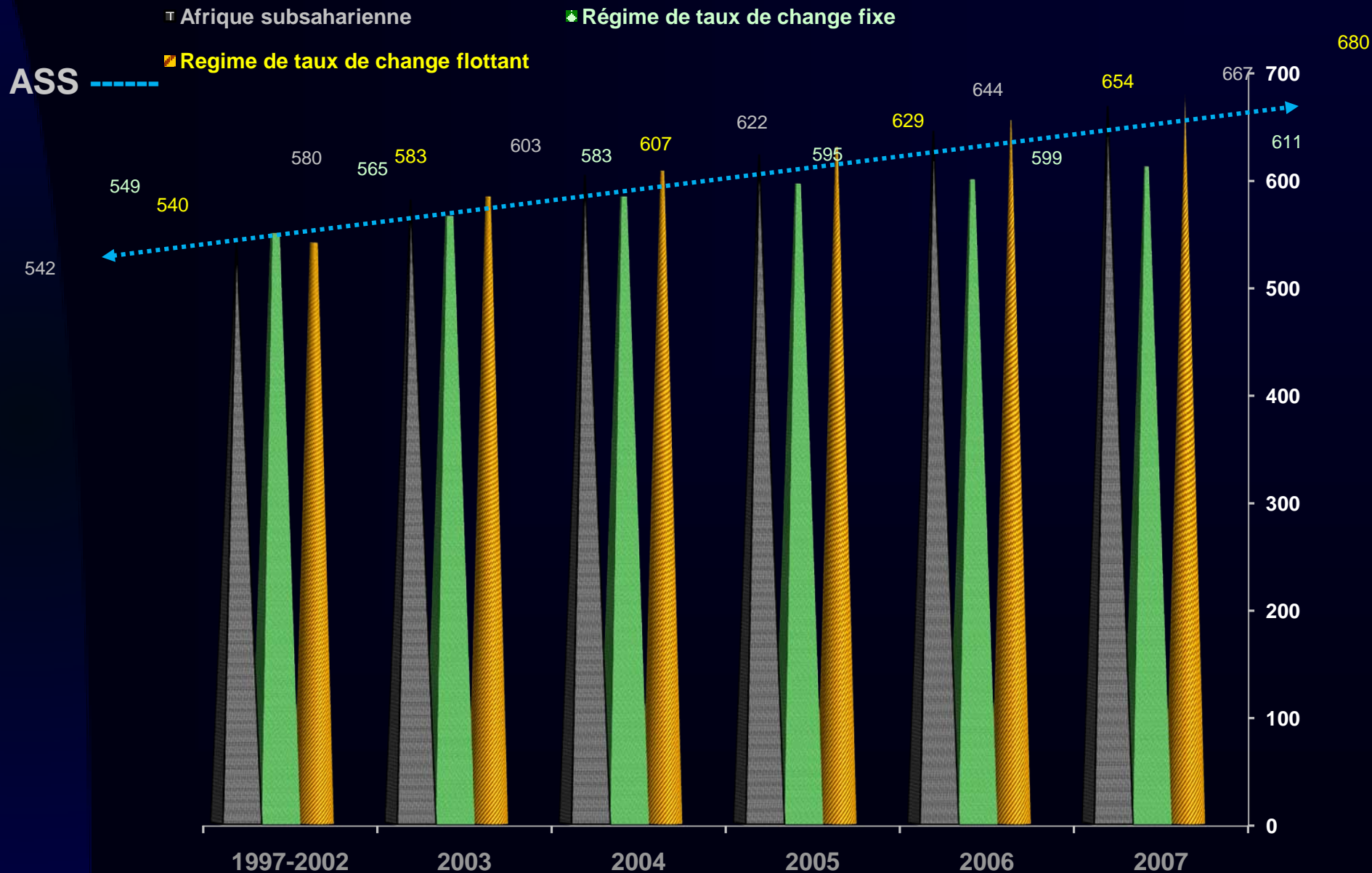


CROISSANCE ECONOMIQUE 2006-2009

Afrique, économies développées, économies émergentes et en développement, Union européenne, Chine (PIB réel en %)



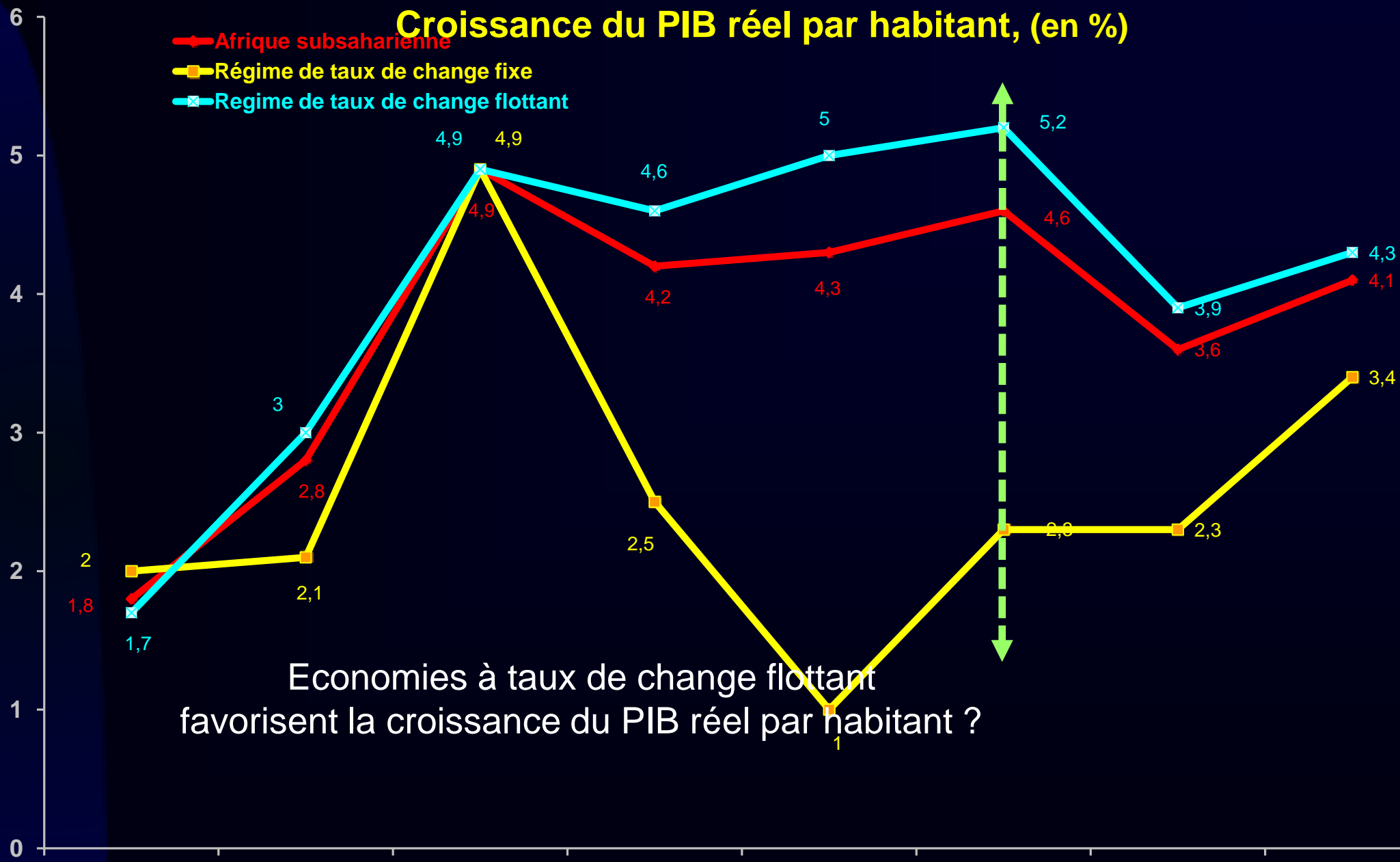
AFRIQUE SUBSAHARIENNE : PIB réel par habitant (en \$ US, au prix et au taux de change de 2000)



AFRIQUE SUBSAHARIENNE : 1997-2009

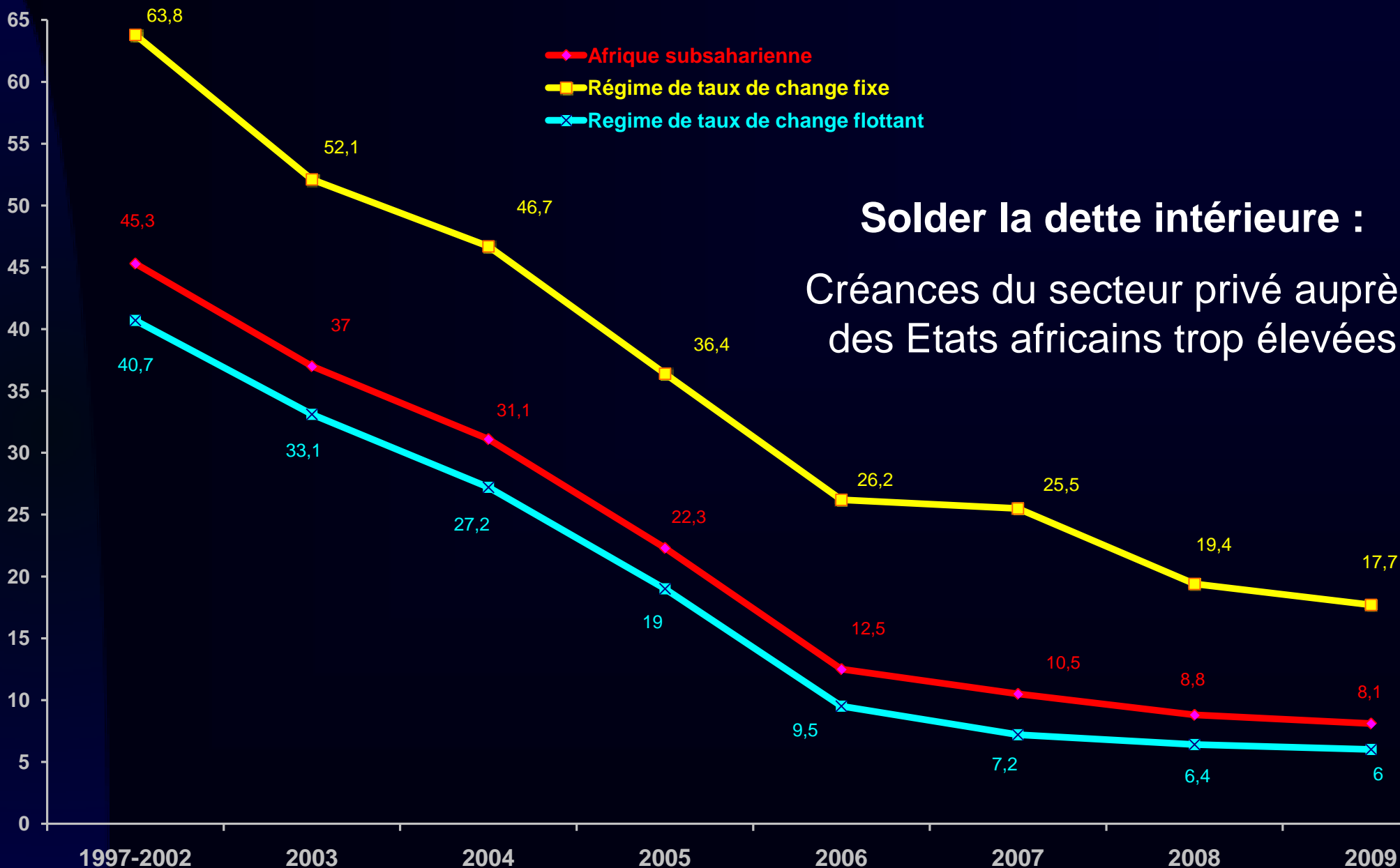
Croissance du PIB réel par habitant, (en %)

- ◆ Afrique subsaharienne
- Régime de taux de change fixe
- ◆ Régime de taux de change flottant



Economies à taux de change flottant favorisent la croissance du PIB réel par habitant ?

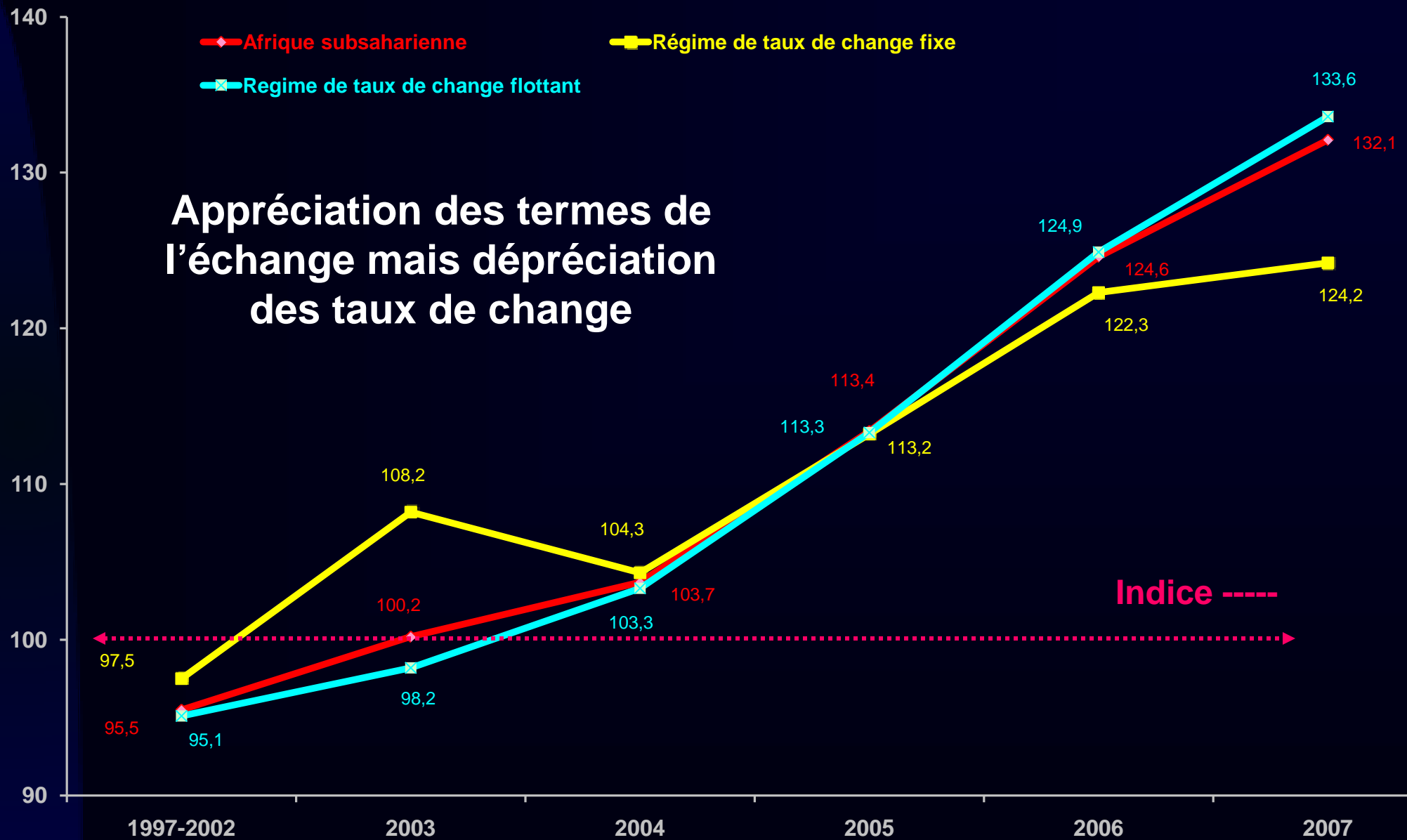
AFRIQUE SUBSAHARIENNE : DETTE EXTERIEURE ENVERS CREANCIERS PUBLICS, 1997-2009, (en % du PIB)



Solder la dette intérieure :
 Créances du secteur privé auprès des Etats africains trop élevées

TERMES DE L'ECHANGE 1997-2007 : AFRIQUE SUBSAHARIENNE

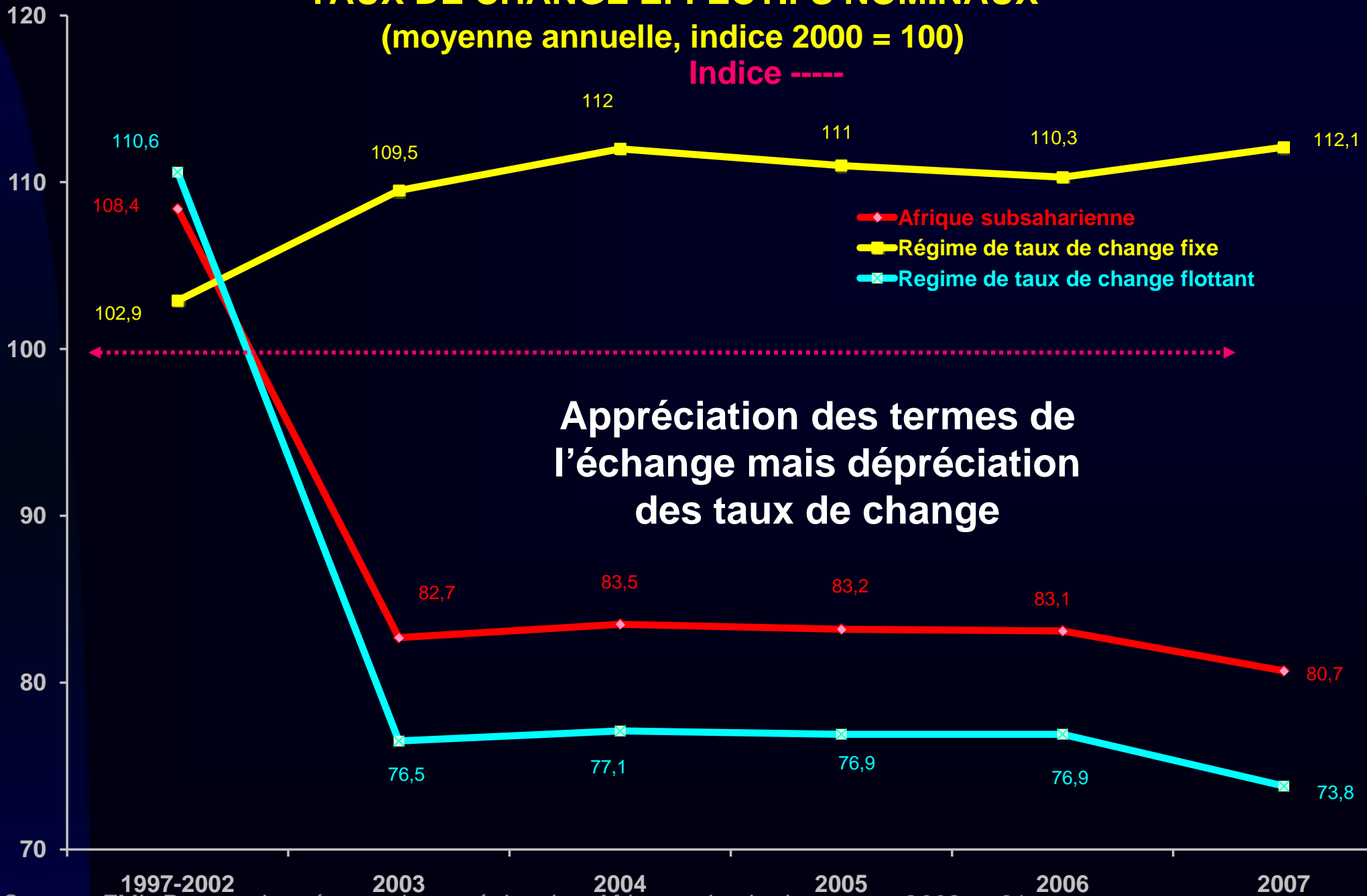
(moyenne annuelle, indice 2000 = 100)



TAUX DE CHANGE EFFECTIFS NOMINAUX

(moyenne annuelle, indice 2000 = 100)

Indice -----



Appréciation des termes de l'échange mais dépréciation des taux de change

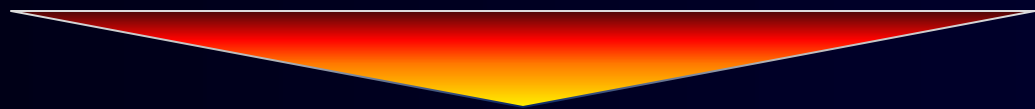
5. Pacte de soutien au pouvoir d'achat et à la création de richesse en Afrique

Solutions alternatives

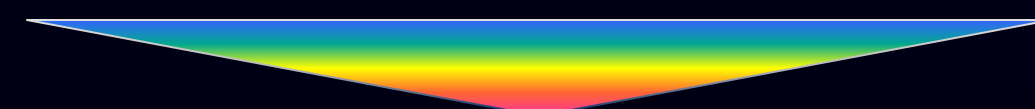
- ❑ **PACTE AFRICAÏN glissant de création de richesses avec un volet régional contractuel**
- ❑ **Volonté effective de créer une solidarité et une souveraineté : le Fond monétaire africain**
 - ✓ **Fond de solidarité en cas de crises ou chocs financiers**
 - ✓ **Fond de solidarité pour soutenir les balances de paiements**
 - ✓ **Fond d'anticipation pour irriguer le marché du crédit (créer une instance de médiation)**
- ❑ **Propositions africaines pour défendre les intérêts africains dans l'architecture financière mondiale en formation (Bretton Woods 2)**

PACTE AFRICAIN GLISSANT DE CREATION DE RICHESSES

Tous les pays africains (y compris le Maroc)



- Continental/Fédéral** : Feuille de route stratégique de soutien au pouvoir d'achat et à la création de la richesse partagée en Afrique
- Régional/Etats fédéral** : Stratégie de relance économique et de soutien à l'innovation et à la solidarité en régions africaines
- Financement de solidarité par des contributions volontaires** :
 - **Pays à forte intensité de ressources** : 0,5 % à 2 % du PIB
 - ✓ Pays avec des ressources hydrocarbures (pétrole et gaz) : 1 à 2 % PIB
 - ✓ Pays avec des ressources minérales : 0,5 % à 1 % du PIB
 - **Pays à faible intensité de ressources** : 0,01 % à 0,5 % du PIB
 - ✓ Pays côtiers : 0,1 % à 0,5 %
 - ✓ Pays enclavés : 0,01 % à 0,1 %
 - **Pays en crise** : 0,01 % du PIB payé par le fond de solidarité (ou pays ami)
- Accords de garantie de financement en cas de chocs et crises économiques**



Mission pour le Fond monétaire africain :
30-50 milliards de \$ US

6. Propositions africaines pour Bretton-Woods 2

A/ BRETTON WOODS 2 : PROPOSITION AFRICAINE POUR LES AFRICAINS

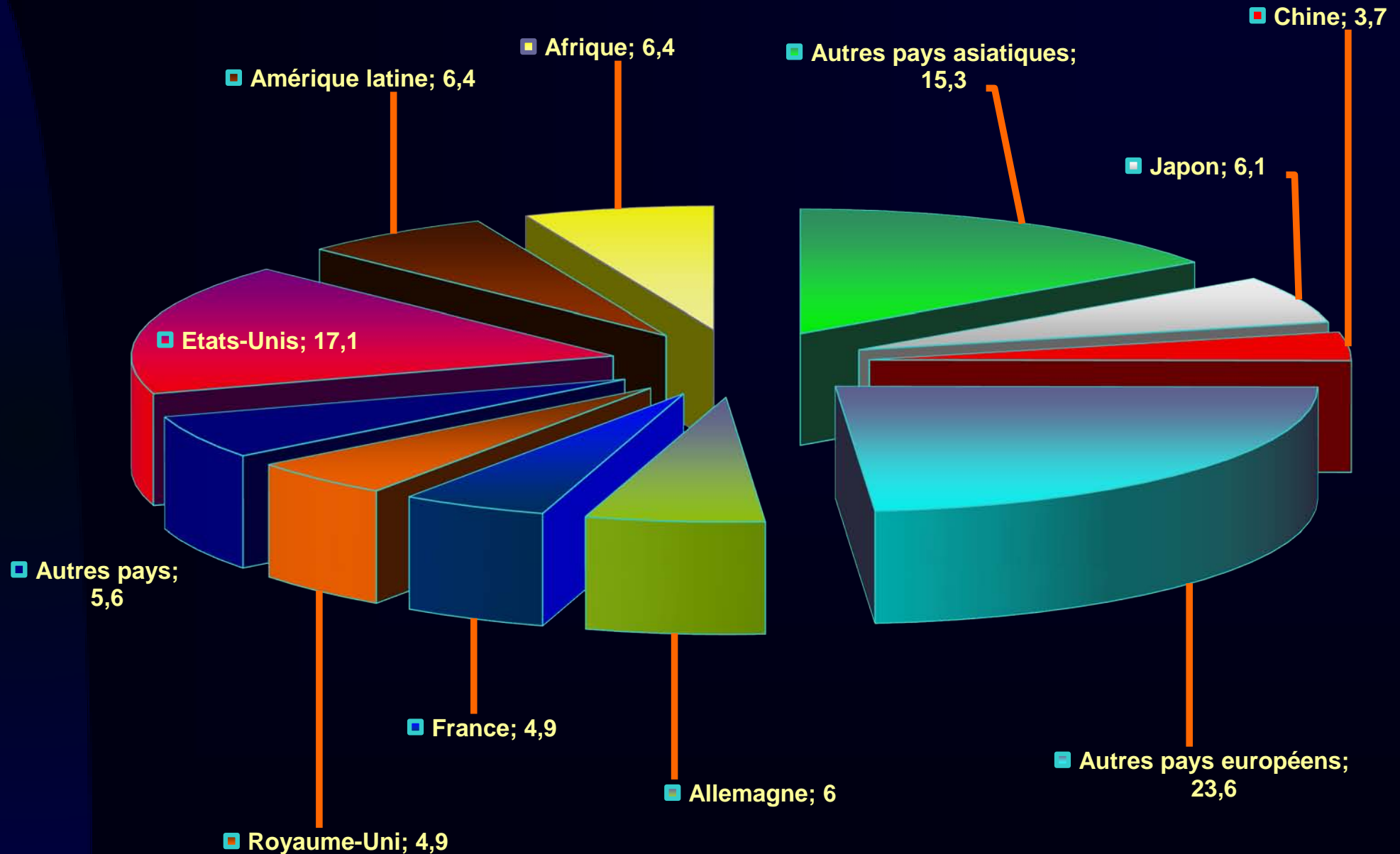
- ❑ 50 % des activités d'aides ne doivent plus se faire sous la forme d'aide budgétaire mais d'aide directe à des entités représentant les populations africaines
- ❑ Harmonisation des règles prudentielles d'organisation de la notation du « risque pays et du risque des entreprises »
- ❑ Fond souverain pour développer les capacités productives : **Programme stratégique à soumettre pour soutenir l'économie africaine qui soutient la croissance mondiale**
- ❑ Fond d'appui à l'amélioration de l'environnement des affaires : **Revisiter les approches selon une approche « intégration régionale et continentale »** (Doing Business in African regions)
- ❑ Fond de garantie en association avec les sociétés d'assurance-crédit :
 - **Pays à forte intensité de ressources : système d'alerte et de veille et fond régulateur pour limiter les effets de la crise et des chocs économiques/financiers à moduler en fonction de :**
 - ✓ Pays avec des ressources hydrocarbures (pétrole et gaz)
 - ✓ Pays avec des ressources minérales
 - **Pays à faible intensité de ressources : système d'alerte et de veille et fond de solidarité avec prise de participation à négocier à partir de projets productifs et créateurs d'emplois :**
 - ✓ Pays côtiers :
 - ✓ Pays enclavés :
 - **Pays en crise : Fond de solidarité et proposition de solution politique**

B/ BRETTON WOODS 2 : PROPOSITION AFRICAINE

INTRODUIRE PLUS D'EQUITE DANS L'ARCHITECTURE MONETAIRE ET FINANCIERE MONDIALE

- ❑ Répartition des quotas entre les pays membres au FMI et réforme des institutions de Bretton Woods ; décentraliser le FMI en Afrique
- ❑ Réformer les Nations Unies notamment les institutions spécialisées en stoppant l'approche sectorielle et préférer l'approche intégrée pour des « résultats par objectifs » basés sur une approche contractuelle : identifier les institutions pilotes
- ❑ Tous les rapports des institutions de Bretton-Woods et de l'OMC doivent offrir toutes les statistiques de l'Afrique, de l'Afrique subsaharienne, des 5 sous-régions africaines
- ❑ La fonction de veille et d'anticipation des crises mondiales doit intégrer les sociétés d'assurance crédit et la répartition des postes sur une base équitable au plan mondial : règles macro-prudentielles et micro-prudentielles – Information bancaire sur le crédit est publique : exemple de l'Afrique du sud)
- ❑ **Refonte et application des règles prudentielles bancaires sans asymétrie**
- ❑ **Proposer une loi régionale encadrant la banqueroute et l'intervention de l'Etat (intervention de l'Etat à posteriori n'est ni efficiente, ni équitable)**

FMI, Répartition des quotas entre les pays membres (en % du total)



C/ BRETTON WOODS 2 : PROPOSITION AFRICAINE

Introduire plus d'interdépendance positive dans les projets

- Tous programmes de soutien, de crédit, de dons doivent au moins avoir des approches basées sur cinq concepts clés:**
 - ✓ **Refonte des règles d'endettement**
 - ✓ **Création de richesses au lieu de réduction de la pauvreté**
 - ✓ **Réalité de l'intégration du contenu technologique** (exemple des moustiquaires imprégnées)
 - ✓ **Transfert direct aux populations**
 - ✓ **Apport des experts et sociétés des pays donateurs limités à 50 % des ressources, ceci sur la base d'un appel d'offre restreint au sein de la région du bailleurs de fonds (crédit, dons)**
- Association du secteur privé, des régions, des universités/centres de connaissances et des représentants des populations (et non des gouvernements) et de la Diaspora**
- Statut juridique spécial pour les entreprises issues de la Diaspora afin de mieux canaliser les migrations et parvenir à la migration négociée**
- Promouvoir les relations humaines et de création de richesses entre les régions décentralisées, les Etats fédérés ou les Länder directement avec les régions à l'intérieur des frontières nationales**

7. Projet politique africain : Vers des économies à revenus intermédiaires

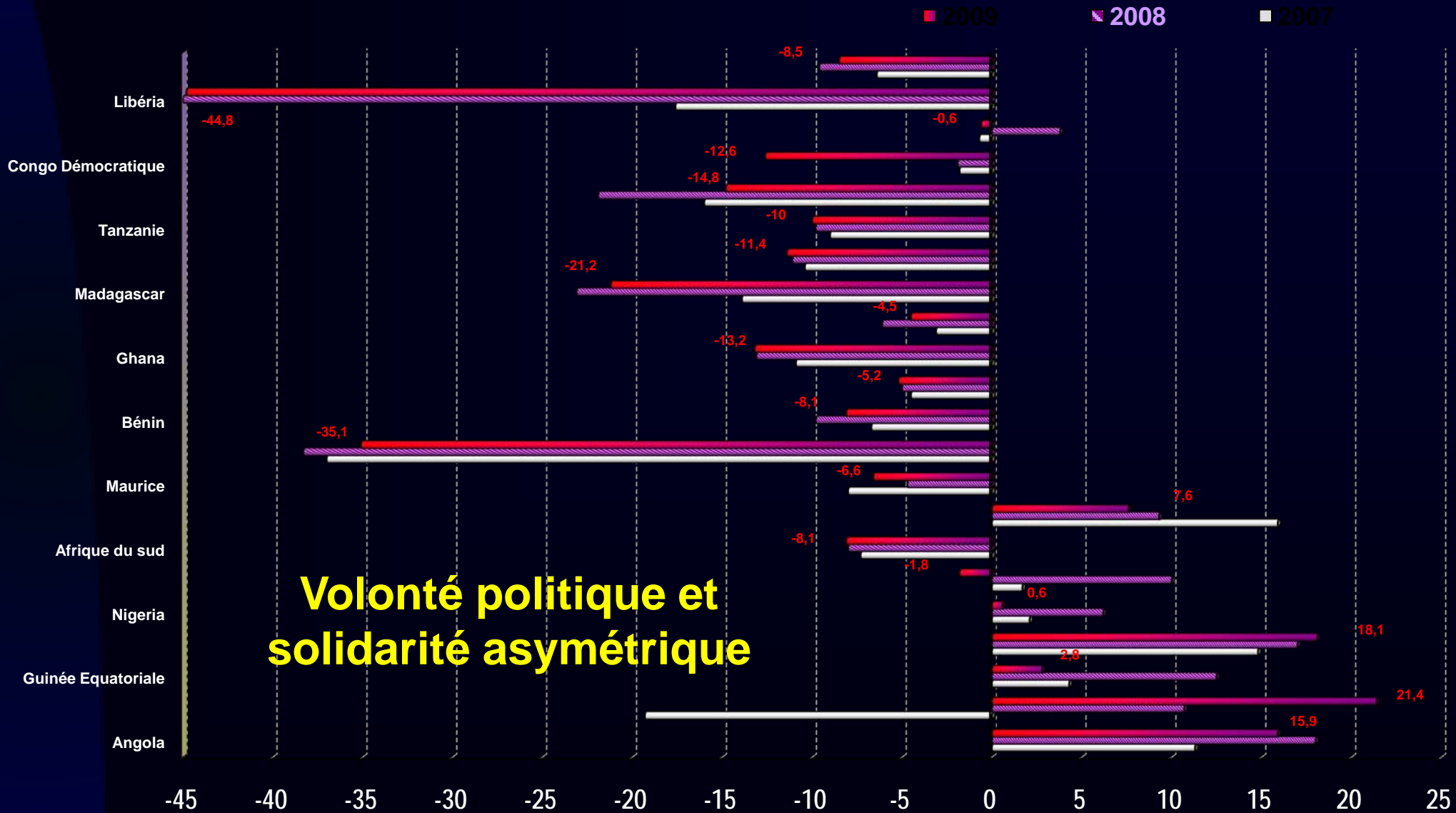
AFRIQUE : APPRENDRE A ANTICIPER

- ✓ In 2008, 70 % du déficit mondial provient des pays riches : Etats-Unis, Espagne, Royaume Uni, France, Italie, Australie.
 - ✓ Avec l'intégration régionale : Eurozone se retrouve avec un surplus de 66 milliards de \$US (d'autres économies de l'Eurozone permettent de "compenser les déficits"...)
 - ✓ Face à la récession, la pression fiscale en augmentation et les restrictions budgétaires, un **plan de relance économique** (national et communautaire) devient urgent
-
1. Asymétrie structurelle au niveau national et régional se reflète au niveau global
 2. **Repli de la demande mondiale** (réduction du pouvoir d'achat des Etats, des entreprises et des ménages ; analyser au niveau national: l'épargne, l'investissements, le solde extérieur courant, la dette intérieure, la dette extérieure, le déficit fiscal et le solde de la balance commerciale et de la balance des paiements)

AFRIQUE : CONTRACTUALISER LE PACTE

- ❑ Au cours des périodes de récession, les gouvernements ont tendance à **accroître leur déficit**, ce qui contribue aussi à **fragiliser la capacité** à faire face, de manière pérenne, à une crise économique
- ❑ Seuls les pays disposant d'un surplus (réserves, solde du compte courant, accès au marché monétaire et financier global, notation favorable) peuvent **augmenter** la demande intérieure/régionale par une politique de relance ou de soutien.
- ❑ Ce n'est pas malheureusement le cas de la plupart des pays africains.
- ❑ La solution : **PACTE DE CREATION DE RICHESSES**
 - ✓ **Soutenir l'économie de proximité**, l'intégration économique et monétaire et enlever les contraintes aux échanges
 - ✓ A défaut, les économies fragiles risquent de se muer en **économies défaillantes** dont la dépendance risque de devenir irréversible

Afrique subsaharienne : solde extérieur courant y compris dons, en % du PIB



Volonté politique et solidarité asymétrique

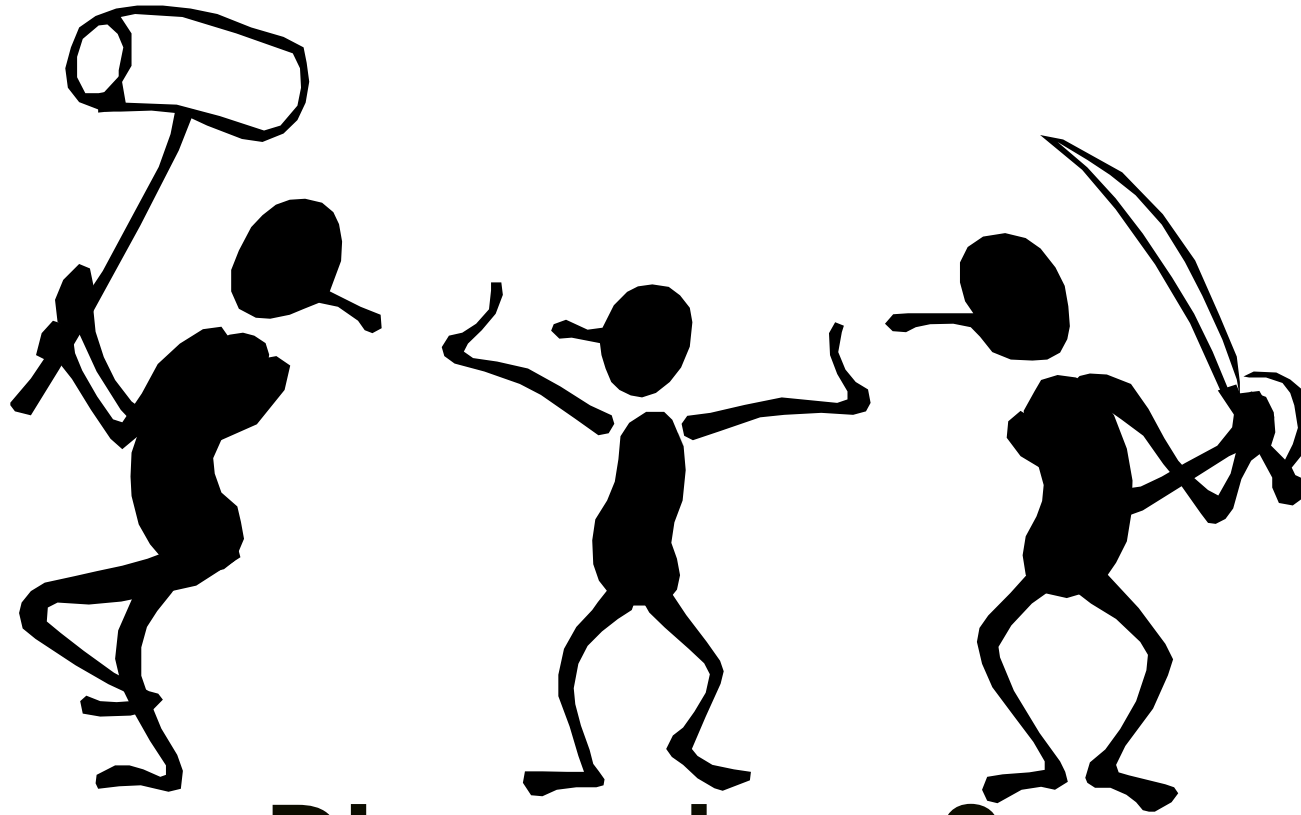
CLARIFIER LE PROJET POLITIQUE

- Monnaie doit soutenir un projet politique africain de création de richesses
- Créer la classe moyenne et des économies à revenus intermédiaires

Avec 5 % de croissance économique, l'Afrique est oubliée



Source: Martin Wolf, "Global imbalances threaten the survival of liberal trade", *Financial Times*, December 2, 2008.



Discussions ?



Merci pour votre attention !